



LES UNIONS PAYSANNES ET DEVELOPPEMENT AGRICOLE EN MILIEU RURAL : ETUDE REALISEE DANS LE TERRITOIRE DE BULUNGU DE 2019 A 2023

Yamfu Pebo Anicet¹, Tiarina Mess Jacques², Nakatala Hervé² et Piti Muwenge Fabrice³

1. Congolais (RD), Chef de Travaux, Institut Supérieur d'Agroforesterie et de Gestion de l'Environnement (ISAGE – Aten), République Démocratique du Congo
2. Congolais (RD), Professeur Ordinaire, Université de Kikwit, République Démocratique du Congo
3. Congolais (RD), Assistant, Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR) de Kikwit

Abstract :

The objective of this study is to assess the functioning of farmers' unions in the Bulungu Territory in order to identify their strengths and weaknesses and propose solutions to address them. This work reveals that peasant organizations, united in peasant unions, face many challenges that hinder their ability to achieve their objectives. Despite their limited resources, farmers' unions contribute to the agricultural development of Kwilu province in general and the Bulungu Territory in particular. Unfortunately, the Government, both national and provincial, which is supposed to support farmers' efforts through unions for an effective agricultural revival, is not providing substantial support that could help boost agricultural development; Only the Technical and Financial Partners come to their aid. That being said, avenues for improvement have been formulated based on the challenges encountered, the efforts required to effectively contribute to agricultural development, and the stakeholders in the agricultural sector.

Keywords : Farmers' Unions, Agricultural Development, Bulungu, Territory and Province

Résumé

L'objectif poursuivi par cette étude est de faire un état de lieu du fonctionnement des unions paysannes du Territoire de Bulungu en vue d'en ressortir des forces et faiblesses et proposer des pistes de solutions pour y remédier. En effet, il se dégage de ce travail que les Organisations paysannes réunies en unions paysannes font face à beaucoup de défis qui ne leur facilitent pas l'atteinte des objectifs qu'elles se sont assignés. Nonobstant les moyens modiques qu'elles disposent, les unions paysannes contribuent au développement agricole de la province du Kwilu en général et le Territoire de Bulungu en particulier. Malheureusement le Gouvernement, tant national que provincial, censé appuyer les efforts des paysans au travers des unions pour une relance effective de l'agriculture, n'accorde pas des appuis substantiels pouvant aider à booster le développement agricole ; ce ne sont que les Partenaires Techniques et Financiers qui viennent à leur rescousse. Cela étant, des pistes d'amélioration ont été formulées partant des défis rencontrés, des efforts à fournir pour contribuer effectivement au développement agricole ainsi qu'aux intervenants du secteur agricole.

Mots clés : Unions Paysannes, Développement agricole, Bulungu, Territoire et Province

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.18130591>

1. Introduction

1. Introduction

La République Démocratique du Congo est l'une parmi les nations africaines où la majeure partie de sa population vit dans les milieux ruraux. Ces derniers sont habités par les paysans qui ne vivent et ne tirent leurs revenus que de l'agriculture. Ce que soutient Jean Minengu (2017 : 1) en disant que « l'agriculture constitue l'activité principale de près de 70% de la population en République Démocratique du Congo (RDC). Le rôle de ce secteur dans l'économie nationale et dans la réduction de la pauvreté est très important. Les stratégies visant à lutter contre la pauvreté devraient s'appuyer principalement sur la relance de l'agriculture, de la pêche et de la gestion des ressources naturelles ».

Pour les paysans, l'importance de l'agriculture n'est pas à démontrer par le fait que sans elle, il n'y a pas de vie. Cette assertion est appuyée par BOONE, O, cité par N'TEBA, M.A. (2010 : 55) quand il spécifie que « de tout ce dont on peut tirer un avantage, il n'y a rien de meilleur que l'agriculture, rien de plus productif, de plus digne de l'homme ».

Partant des contraintes auxquelles les paysans sont butés d'une part et du désengagement de l'Etat pour soutenir leurs actions d'autre part, les producteurs agricoles ont résolu se mettre ensemble en vue de résoudre leurs problèmes communs, il s'agit là des Organisations paysannes au niveau local, soit au premier niveau et au second niveau les organisations paysannes se réunissent à leur tours en unions paysannes pour constituer une grande force, car dit un proverbe belge que « l'union fait la force ».

Il est noté que l'agriculture, telle que pratiquée en milieu rural de la RD Congo, concourt à la grande satisfaction des besoins fondamentaux des paysans, notamment : l'alimentation, l'éducation des enfants, les soins médicaux, l'habillement, ainsi que d'autres besoins secondaires.

Néanmoins, ces Organisations paysannes constituées en unions paysannes sont confrontées à divers problèmes qui ne leur facilitent pas à réaliser, dans le cadre de l'agriculture, de rendement significatif alors qu'elles sont les seules qui puissent aider le monde rural à se propulser, ce que soutient Francis LEMEUNIER (1901) « que les conséquences de la vie en société font que en bien de circonstances, les personnes physiques doivent se grouper pour atteindre un but déterminé (exploitation d'une entreprise, ou défense d'intérêts pécuniaires ou moraux) d'où naissance de sociétés, d'associations ou des syndicats en nombre considérable. Annick Judicaëlle (2015) les appuie en soutenant que « dans tous les pays, qu'elles soient informelles, reconnues, éphémères, souples, de grande ou petite taille, les organisations paysannes sont à la fois le lieu d'expression des intérêts de paysans et un moyen d'atteindre les objectifs qu'ils se fixent. Si les organisations paysannes et rurales intéressent un nombre croissant de personnes, c'est qu'elles sont amenées à jouer un rôle de plus en plus important dans le développement rural des pays du Sud ».

Vivant le monde rural et prenant en compte les précédentes assertions, le constat fait est que les producteurs agricoles encadrés par Organisations paysannes réunies en unions paysannes effectuent des travaux dans des conditions qui ne leur facilitent pas de réaliser une bonne productivité ; c'est ainsi que cette étude tente de répondre à trois (3) préoccupations majeures, à savoir :

- De la manière dont fonctionnent les Unions paysannes, à quels défis font-elles face ?
- A considérer leur finalité et la façon dont elles prestent sur terrain, les unions Paysannes contribuent-elles réellement au développement agricole de la province du Kwilu ?
- Les Unions paysannes bénéficient-elles de l'appui du Gouvernement provincial entant

que premier responsable du développement de la province ?
Ce sont là, les trois questions principales qui feront objet de collecte des éléments nécessaires auprès des unions paysannes, cibles de cette étude.

Eu égard à ce qui précède, dans le cadre de cette étude, trois hypothèses suivantes ont été émises :

- Les unions paysannes œuvrant dans la province du Kwilu en général et celles du territoire de Bulungu en particulier, seraient confrontées à plusieurs défis qui ne facilitent pas l'atteinte des objectifs qu'elles se sont assignés ;
- Les unions paysannes œuvrant dans le Territoire de Bulungu contribueraient réellement au développement agricole de la province du Kwilu.
- Le Gouvernement provincial du Kwilu n'accorderait pas des appuis substantiels pouvant booster les unions paysannes d'aller de l'avant.

2. Milieu d'études et méthodes

2.1. Milieu d'étude :

2.1.1. Territoire de Bulungu.

Le territoire de Bulungu est l'un parmi les cinq territoires faisant partie de la Province du Kwilu. Administrativement, elle est bornée :

- Au Nord par le Territoire de Bagata,
- Au Sud par le Territoire de Gungu ;
- A l'Est par le Territoire d'Idiofa ;
- A l'ouest par le Territoire de Masi-Manimba

Par Ordonnance-loi n°70/095 du 15 mars 1970, Bulungu a été reconnu chef-lieu de la sous-région (district) du Kwilu. Dans sa configuration actuelle, le territoire de Bulungu a quatre (4) communes rurales (Bulungu, Djuma, Lusanga et Kimbulu-Vanga), 10 secteurs administratifs (Dwé, Imbongo, Kilunda, Kipuka, Kwenge, Kwilu-Kimbata, Luingu, Mikwi, Niadi-Nkara et Nko) au sein desquels se comptent 132 groupements. (Rapport annuel d'activités 2022, Territoire de Bulungu).

2.2. Méthodes

Pour arriver aux résultats attendus de cette étude, la méthode d'enquête servira à la collecte des données sur le terrain, la méthode structuro-fonctionnelle nous aidera à analyser la structuration et le fonctionnement des unions en étude et la méthode statistique pour l'analyse des données recueillies sur le terrain.

Les données utiles à cette analyse seront recueillies de plusieurs manières et partant des sources différentes qui sont présentées suivant les techniques de collecte des données utilisées à cet effet, notamment le questionnaire, l'interview, le focus groupe, les documentaires.

3. Résultats

3.1. Des données collectées

3.1.1. Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés

Tableau n°1 : Genre des responsables des unions

Genre	Fréquence	Pourcentage
Féminin	4	20,0
Masculin	16	80,0
Total	20	100,0

Source : par nous, à partir des données d'enquête

La lecture du tableau n°1 de cette étude nous montre clairement que les unions paysannes du territoire de Bulungu sont à 80% dirigées par des hommes. Cela démontre que les femmes ne s'impliquent pas tellement au mouvement associatif paysan car elles représentent une faible proportion sur la gestion des organisations paysannes. Il sied aussi de noter que la faible représentation des femmes aux organes de gestion des unions est due à la faible estime de soi vis-à-vis des hommes lors des élections statutaires.

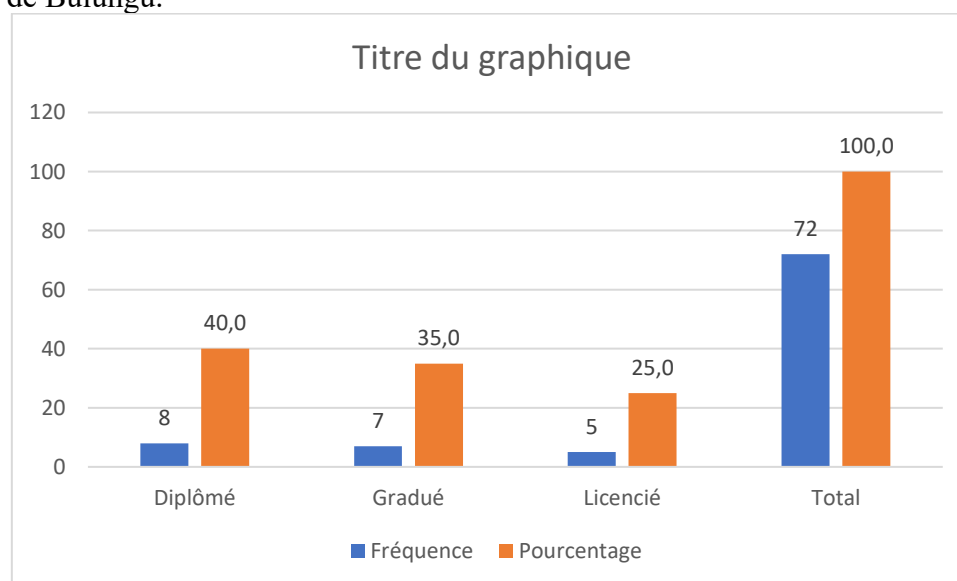
Tableau n°2 : Age des responsables des unions

Variable	Age/an
Moyenne	56
Maximum	70
Minimum	37
Ecart-type	9,8

Source : par nous, à partir des données d'enquête

Au regard du tableau n°2 de ce travail, il se dégage que l'âge moyen des responsables des unions du territoire de Bulungu est de 56 ans. Cela montre que les jeunes ne s'intéressent pas du tout au mouvement associatif paysan. Plusieurs sources de démotivation ont été révélées après entretien en focus groupe avec quelques jeunes du milieu d'étude, entre autres la faible/lenteur de rémunération par rapport à la durée que couvre l'activité agricole et la persistance de certaines personnes âgées aux postes de commandement.

Le graphique n°1 de ce travail présente le niveau d'instruction des responsables des unions du territoire de Bulungu.



Graphique n°1 : niveau d'étude des responsables des unions

Il se dégage du graphique ci-haut que la grande partie des responsables des unions interrogés, soit 60% de l'échantillon retenu, ont un niveau d'étude supérieur. Cela prouve à suffisance que les gens maîtrisent le bien-fondé des unions paysannes. La grande représentativité des universitaires à la direction des unions paysannes se justifie par le besoin de recherche en financements agricoles afin de booster le développement de leurs milieux respectifs. Nous citons notamment les unions IGP, UPDB, UPDN, REPROV, URPADDC, REPADEL, UMAK, UJDK, DEJEKA, ACEK, CORIDEK et UMAD.

Tableau n°3 : Catégorie socio-professionnelles des responsables des unions

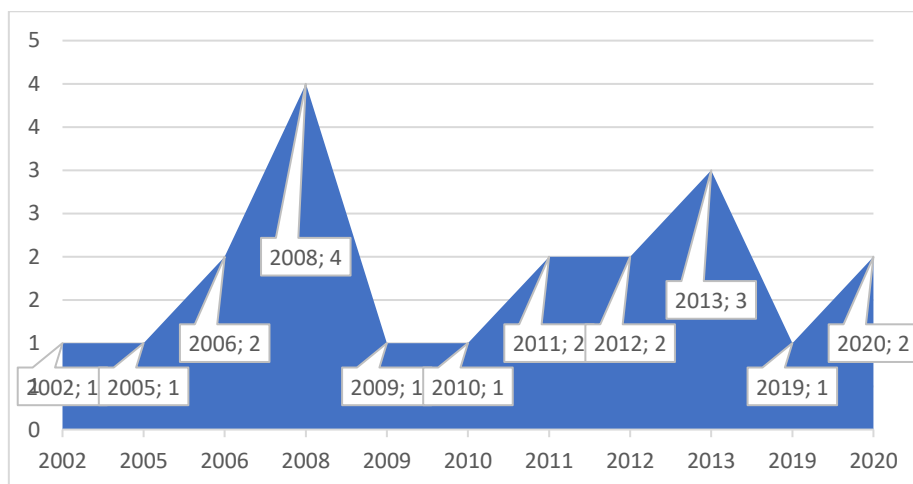
Catégorie socio-professionnelles	Fréquence	Pourcentage
Agent de développement	2	10,0
Agriculteur	5	25,0
Agronome	1	5,0
Commerçant	1	5,0
Enseignant	4	20,0
Entrepreneur	1	5,0
Fonction publique	2	10,0
Secrétaire Exécutif	4	20,0
Total	20	100,0

Source : par nous, à partir des données d'enquête

Outre la responsabilité au niveau des unions, le tableau n°3 de ce travail nous montre que les dirigeants des unions dans le territoire de Bulungu exercent d'autres fonctions professionnelles pour leur survie. En ordre de priorité, il existe parmi ceux-ci des agriculteurs (25%), des enseignants (20%), des agents de développement (10%) et agents de la fonction publique et le reste des catégorie présente chacune une faible proportion, soit 5%.

3.1.2. Analyse situationnelle des unions paysannes du Territoire de Bulungu

Le graphique n°2 ci-dessous présente les différentes années de création des unions du territoire de Bulungu.



Graphique n°2 : années de création des unions du territoire de Bulungu

Au regard de ce graphique, il ressort qu'une (1) seule union paysanne parmi les vingt (20) interrogées est la plus ancienne, car créée depuis 2002, soit une ancienneté de vingt-un (21) ans. Et deux (2) unions sont les plus récentes, créées en 2020 avec une ancienneté de 3 ans. Il est à noter qu'actuellement il existe un engouement sur la création circonstancielle des unions suite à la présence des partenaires techniques et financiers qui se présente dans la zone d'étude.

En outre, la plupart d'unions occasionnellement créées ne respectent pas les normes de création et visent les lucres que le développement communautaire alors qu'elles sont à but non lucratif.

Tableau n°4 : Effectifs des membres des unions du territoire de Bulungu

N°	Unions	Nbre des femmes	Nbre d'hommes	Nbre des JF (x)	Nbre des JH (xx)	Nbre des PVH (xxx)	Effectif total des membres
1	UPDB	194	262	104	112	2	674
2	UPDN	60	30	21	15	0	126
3	URPADDC	133	121	99	102	0	455
4	UPAK	17	111	78	70	2	278
5	ADVEK	348	313	264	268	0	1 193
6	REPADEL	33	197	81	96	2	409
7	UMAK	26	33	12	18	0	89
8	CCDV	58	44	15	14	3	134
9	UJDK	112	216	72	98	5	503
10	ADEBU	66	48	65	72	0	251
11	DEJEKA	116	122	69	82	2	391
12	ACEK	82	97	44	65	0	288
13	CORIDEK	312	282	86	79	2	761
14	IGP	80	35	90	45	4	254
15	ADFNKO	30	18	12	15	2	77
16	UADIM	400	300	250	400	3	1353
17	REPROV	660	518	325	280	5	1788
18	COOP-MIKWI	35	10	27	24	3	99
19	RPBM	59	62	3	5	0	129
20	UMAD	103	39	12	17	2	173
	Somme	2924	2858	1729	1877	37	9425
	Moyenne	146,2	142,9	86,45	93,85	2	471
	Ecart-type	131,532467	88,0479841	101,73361	1,62095651	459	459
	Maximum	660	518	325	400	5	1788
	Minimum	17	10	3	5	0	77

Source : par nous, à partir des données d'enquête

x : Jeunes Femmes xx : Jeunes Hommes xxx : Personnes vivant avec Handicap

N.B. c'est la même numérotation (de 1 à 20) qui sera suivi dans les autres tableaux des Statistiques de production sans citer, à la suite, les noms des unions.

Il ressort du tableau 4, un effectif moyen de 471 membres constituant les unions paysannes dans le territoire de Bulungu. Un très grand écart-type, soit de 459 entre les effectifs des membres des différentes unions enquêtées.

Pour ce qui concerne les personnes vivant avec handicap, la lecture du même tableau clarifie que dans un ensemble de 20 unions enquêtées avec un total de 9 425 membres, les PVH ne représentent qu'un effectif total de 37 membres, soit 0,39 % de l'ensemble ; cela montre qu'il n'existe pas assez de considération sur cette catégorie des personnes.

A) Documents juridiques et activités principales des unions du territoire de Bulungu

En vue de se conformer à la loi congolaise qui régit les organisations paysannes en République Démocratique du Congo, les données recueillies sur terrain nous révèlent que toutes les unions paysannes interrogées dans le territoire de Bulungu détiennent les documents

juridiques qui les autorisent de fonctionner. Il s'agit, entre autres, des statuts et règlements notariés, des autorisations de fonctionnement des secteurs, territoire, de la province et le F92.

Les activités principales organisées par les unions paysannes du territoire de Bulungu, outre l'encadrement et l'accompagnement des organisations paysannes de base (OPB) sont l'agriculture, l'élevage et l'apiculture. Ces activités sont organisées en groupe en vue de faciliter le travail, la main d'œuvre et le partage des connaissances et expériences acquises lors des sessions de formations de renforcement des capacités, sensibilisations, vulgarisations et expériences pratiques sur terrain.

Tableau n°5 : Approvisionnement en intrants, financement agricole et vente des produits de récolte

Approvisionnement en intrants agricole		Financement agricole		Vente des produits de récolte	
Acteur	Fréquence	Acteur	Fréquence	Marché	Fréquence
Partenaire financier	17	Partenaire financier	16	Local	13
Apport local	3	Partenaire financier et apport local	4	Extérieur	0
				Local et extérieur	7

Source : par nous, à partir des données d'enquête

La lecture du tableau ci-haut renseigne que les unions paysannes sont pour la plupart dépendantes du financement externe. L'approvisionnement en intrants et financement agricole proviennent en grande partie des bailleurs de fonds ou des partenaires techniques et financiers ; cela revient à dire que la plupart des unions donnent l'impression de ne pas résister sans financement extérieur. L'apport local constitue actuellement une problématique majeure à résoudre au niveau des organisations paysannes en général.

Pour la plupart des cas, la vente des produits de récolte des membres des unions interrogées se fait localement. Il existe des commerçants/acheteurs ambulants qui circulent dans la zone d'étude pour s'approvisionner en produits agricoles auprès des ménages membres des unions et OP. Pour les quelques cas qui vendent parfois leurs produits aux marchés extérieurs (Kikwit, Kinshasa, Tshikapa...), ils sont butés à plusieurs difficultés liées au transport, stockage et conservation de leurs produits ; ce qui démotive la vente au marché externe.

Tableau n°6 : Satisfaction de la production et du revenu généré par l'activité

Degré de satisfaction	Satisfaction sur la production		Satisfaction sur le revenu	
	Fréquence	Pourcentage	Fréquence	Pourcentage
Un peu satisfaite	13	65	15	75
Satisfaite	7	35	5	25
Total	20	100	20	100

Source : par nous, à partir des données d'enquête

Au regard du tableau n°6 de cette investigation, il se dégage que les organisations paysannes réunies en unions paysannes, sont en général un peu satisfaites de leur production et du revenu généré par leurs activités. Cela est dû à plusieurs facteurs internes et externes qui entravent l'atteinte de leurs visions et objectifs de développement.

Tableau n°7 : Implication des autorités pour booster le développement

Implication	Fréquence	Pourcentage
Pas vraiment	15	75
Par moment	3	15
Oui, ils s'impliquent	2	10
Total	20	100

Source : par nous, à partir des données d'enquête

Au regard des données renseignées dans le tableau n°7 ci-haut, il découle que les autorités de tutelle s'impliquent faiblement pour booster le développement agricole du territoire de Bulungu. Il existe peu de financement et absence des institutions de micro-finance ou banques à caractère agricole dans la zone. Les projets qui interviennent dans la zone relèvent plus des appuis des partenaires techniques et financiers (PTF). Aussi ces rares projets appuyés par l'extérieur subissent beaucoup d'influences politiques, visant le lucre que le développement agricole dans son ensemble. Néanmoins, Le gouvernement provincial notamment, garant du développement agricole de sa province accorde peu d'importance à la relance du secteur agricole alors que la province du Kwilu est à vocation agricole.

B. Statistiques de la production agricole des unions du territoire de Bulungu (2019-2023)

Tableau n°8 : Statistiques de la production du maïs

N°	Spéculations/Années				
	Maïs (en Kg)				
	2019	2020	2021	2022	2023
1	9500	3800	8000	7800	9230
2	5300	6350	6500	9000	12000
3	7000	6800	2300	4500	6730
4	5900	6600	6300	6800	7100
5	7600	9500	5600	8200	8600
6	10500	8000	8450	9000	8800
7	7800	7090	3500	3800	7600
8	9000	4300	3450	8600	9100
9	7890	23400	9500	9230	12540
10	8900	9100	8750	7800	9200
11	87000	42000	54000	74000	58000
12	70000	60000	95000	96000	100000
13	550000	650000	720000	1526000	1670000
14	62000	75000	42000	30000	70000
15	52000	65000	75000	67000	82000
16	70000	60000	95000	95500	100000
17	87000	42000	54000	74000	58000
18	32000	43000	65000	62000	72000
19	15000	23000	52000	61000	65000
20	25000	35000	42000	45000	56000
Moyenne	56469,5	58997	67817,5	110261,5	121095
Max	550000	650000	720000	1526000	1670000
Min	5300	3800	2300	3800	6730
Ecart-type	116777,004	137489,276	152778	326372,7	356887,642

Source : Rapports des unions (2019-2023)

Les statistiques de la production du maïs par les unions paysannes dans le territoire de Bulungu de 2019 en 2023 montrent que la situation de la production est évolutive d'une année à une autre ; bien que la demande sur le marché s'accroît aussi du jour le jour par le fait du taux élevé de la démographie et de l'exode rural. Il n'est plus à démontrer que le maïs est non seulement utilisé dans la consommation humaine mais aussi celle des animaux et est aussi utilisé par l'industrie traditionnelle de fabrication d'alcool indigène (TIORI).

Tableau n°9 : Statistiques de la production du manioc

N°	Spéculations/Années				
	Manioc (en Kg)				
	2019	2020	2021	2022	2023
1	870000	9300	8000	6100	5500
2	6700	4600	7000	7600	8100
3	78000	3300	4000	7100	89500
4	7000	8300	90000	67100	90500
5	1100	39000	4700	53000	59000
6	234000	8000	6000	7600	7230
7	14000	6780	6900	7250	7890
8	7500	9000	7234	5600	5890
9	9000	5600	6700	4980	8600
10	6200	6900	7200	7800	8200
11	13000	16000	9000	12000	15000
12	50000	70000	75000	80000	90000
13	750000	812000	920000	980000	1120000
14	80000	83000	86000	81000	88000
15	65000	69000	70000	66000	70000
16	50000	70000	75000	80000	90000
17	75000	72000	79000	74000	80000
18	65000	68000	71000	69000	73000
19	56000	57000	52000	61000	68000
20	65000	62500	67000	65500	68000
Moyenne	12512,5	74014	82586,7	87131,5	10262,5
Max	870000	812000	920000	980000	1120000
Min	1100	3300	4000	4980	5500
Ecart-type	234583,3	171818,243	195009,6	207166	235997,29

Source : Rapports des unions (2019-2023)

Au regard du tableau ci-dessus, il se dégage que la situation de la production du manioc varie selon les années. Il sied de signaler ici que la grande partie de la production du manioc est dédiée à la consommation familiale et l'excédent est vendu sur le marché. Le système de la récolte échelonnée du manioc est à la base de sa rareté et de l'augmentation de son prix sur le marché. Ce système fait également que les agriculteurs ne tirent assez des revenus de cette spéculation.

Tableau n°10 : Statistiques de la production d'arachide

N°	Spéculations/Années				
	Arachide (en kg)				
	2019	2020	2021	2022	2023
1	2000	4500	3450	2320	2660
2	1500	2100	2800	5600	6100
3	3450	1910	2945	2220	2661
4	3200	3600	4600	4300	5100
5	5000	7000	3240	4780	5250
6	7829	3000	7800	5600	4302

7	6789	7890	5600	3600	6600
8	5900	8900	7680	4600	3900
9	2340	9540	9800	8900	10200
10	5000	5500	4300	5430	7600
11	24000	13000	7000	14000	16000
12	2405	2650	3250	2980	3100
13	100000	95000	92000	110000	380000
14	15000	17500	20000	18000	21000
15	45000	55000	65000	62000	67000
16	100000	95000	92000	70000	50000
17	24000	13000	7000	14000	16000
18	5200	10000	12000	11500	17000
19	3450	3600	3700	2978	2830
20	5400	5600	4600	6500	5560
Moyenne	18373,15	18214,5	17938,3	17965,4	31643,15
Max	100000	95000	92000	110000	380000
Min	1500	1910	2800	2220	2660
Ecart-type	29112,28	27926	28045,1	27887,6	81546,85

Source : Rapports des unions (2019-2023)

La situation de la production de l'arachide par les membres des organisations paysannes, membres des unions du territoire de Bulungu n'est pas stagnante mais plutôt dynamique en fonction de plusieurs facteurs internes et externes, notamment le climat, la qualité des semences, et du sol, la disponibilité d'espace cultivable, etc. Elle varie dans le sens d'augmentation ou de diminution en fonction des années et de changements climatiques.

Tableau n°11 : Statistiques de la production de niébé

N°	Spéculations/Années				
	Niébé/Kg				
	2019	2020	2021	2022	2023
1	5600	7800	8700	7960	6800
2	5000	6500	6800	6900	6500
3	3800	5500	5300	6500	6800
4	5600	6500	6800	5800	7200
5	2100	3300	4850	5650	5500
6	5200	5800	6120	5860	6600
7	5400	6000	6300	5350	7800
8	4300	5300	7450	5600	5860
9	2300	4300	4760	6020	5200
10	4250	4660	5120	5800	6080
11	12000	6000	11000	6000	9000
12	20000	30000	10000	15000	35000
13	20000	22000	560000	694000	712000
14	2200	2900	1800	2450	2600
15	50000	56000	65000	68000	710000
16	20000	30000	10000	15000	35000

17	12000	6000	11000	6000	9000
18	1600	1400	1750	1200	1320
19	3500	5200	5600	4520	5680
20	1900	2050	1830	1950	2100
Moyenne	9337,5	10860,5	37009	43778	79302
Max	50000	56000	560000	694000	712000
Min	1600	1400	1750	1200	1320
Ecart-type	11117,77	13226,9	120688,9	149810,947	210754

Source : Rapports des unions (2019-2023)

La lecture du tableau ci-haut montre clairement que la situation liée à la production du niébé par les membres des unions du territoire de Bulungu est évolutive chaque année. Il ressort un écart-type de 79302 de la quantité moyenne produite entre les années.

Tableau n°12 : contribution de l'union dans le développement agricole

	Fréquence	Pourcentage
Oui	20	100
Non	0	0,0
Total	20	100,0

Source : par nous, à partir des données d'enquête

Tous les membres des unions paysannes confirment leur apport tant soit peu pour le développement agricole de leur du territoire de Bulungu.

Cependant, par la mise en œuvre de plusieurs activités liées à l'encadrement des producteurs agricoles, la production agricole et la défense des intérêts et droits socio-économiques des paysans restent hypothétique.

3.2. Analyse des données

3.2.1. Défis rencontrés par les organisations paysannes de deuxième degré/union

La première hypothèse émise dans le cadre de cette investigation supposait que les Unions paysannes œuvrant dans la province du Kwilu en général et celles du territoire de Bulungu en particulier, seraient confrontées à plusieurs défis qui ne leur facilitent pas l'atteinte des objectifs qu'elles se sont assignés. Cette hypothèse se confirme par les résultats de cette étude dans la mesure où il se dégage plusieurs contraintes qui entravent l'atteinte des objectifs et visions des organisations paysannes. Parmi ces contraintes, nous citons, entre autres :

- La faible adaptation à l'environnement de libéralisation,
- Le faible niveau de contact et collaboration entre certaines unions paysannes et la faitière ;
- Le faible niveau d'activités ;
- Le non-respect des dispositions statutaires ;
- La mauvaise gestion administrative et financière ;
- Les ressources humaines inadaptées et parfois peu compétentes ;
- La faible disponibilité des moyens d'évacuation des produits agricoles ;
- Le mauvais état de routes de desserte agricole ;
- et la faible cotisation des membres en interne.

Outre ces défis précités, il a aussi été constaté que la plupart des unions œuvrant dans le territoire de Bulungu sont attentistes du financement extérieur ; cela montre même que sans appui des partenaires extérieurs, ces unions n'existeront plus jamais.

Plusieurs unions sont créées sans respect des normes de la création des associations ou organisations paysannes, elles sont parfois occasionnelles et fonctionnent en fonction de la disponibilité des projets dans la zone.

Signalons aussi l'influence des hommes politiques qui constitue actuellement un frein dans l'atteinte des objectifs des unions. Ceux-ci pèsent de leurs relations et pouvoirs pour détourner les projets et programmes qui interviennent dans la zone en faveur de leurs intérêts personnels.

Il est impérieux de signaler aussi qu'actuellement en République Démocratique du Congo en général et dans la province du Kwilu en particulier, il existe des sérieux problèmes qu'entraînent les dérèglements climatiques dans la zone ; ce qui est à la base des fortes variabilités de la production agricole.

Il existe aussi dans la zone d'étude plusieurs conflits fonciers, cela occasionne la faible disponibilité d'espaces cultivables.

Toutes ces contraintes citées ne favorisent pas l'atteinte des objectifs et visions des unions ; ce qui réduit la vitesse du développement agricole.

3.2.2. Contribution des unions paysannes au développement agricole de la province du Kwilu

Au vu des résultats de cette étude, nous pouvons confirmer que les unions paysannes œuvrant dans le Territoire de Bulungu contribuent faiblement au développement agricole de la province du Kwilu, compte tenu des contraintes et difficultés auxquelles elles sont confrontées. Au regard des tableaux 6, 8, 9, 10 et 11 de cette investigation, il ressort que les unions ne sont pas totalement satisfaites de la production agricole de leurs membres. La production agricole connaît une série de variabilité dans le sens de la diminution, entraînant ainsi la hausse de prix des denrées alimentaires en général sur le marché. A titre illustratif, le cas de la hausse de prix de maïs en 2022 (de 1500 FC à 3000 FC le Sakombi d'un (1) Kg) dû à la baisse de la production ; cette situation a occasionné l'importation du maïs de Kinshasa où le prix était abordable.

Il existe actuellement un sérieux souci dans l'approvisionnement des produits agricoles en milieu rural, car la disponibilité et la qualité posent problème. Au vu du taux élevé de la démographique dans la province du Kwilu en général et celui du territoire de Bulungu en particulier, nous pouvons déduire que la quantité disponible des produits agricoles de manière globale ne correspond pas à la demande des populations. En d'autres termes, il se constate un déséquilibre entre l'offre et la demande des produits agricoles.

Il existe des Organisations paysannes de fait, créées à des fins des projets fonctionnels parfois loin de l'esprit de développement et de la vision des unions. En lieu et place d'identifier les unions en fonction de leurs objectifs et visions, certains projets créent leurs propres organisations paysannes de base pour des fins des projets. Et souvent, il est constaté que ces structures paysannes disparaissent lorsque les projets arrivent à leurs termes.

Il se remarque une faible collaboration entre certains projets qui interviennent dans la zone et la fédération provinciale/FOPAKKM qui encadre ces unions.

3.2.3. Implication du gouvernement dans le développement agricole de la province du Kwilu

La plupart des pays qui se développent actuellement dans le secteur agricole se contentent des appuis techniques et financiers de leurs gouvernements, d'une part et des financements externes canalisés, d'autre part.

Au regard des résultats de cette investigation, il ressort de la lecture du tableau 7 que 75% des enquêtés ont répondu que le gouvernement congolais en général et celui de la province du Kwilu en particulier s'implique faiblement pour booster le développement agricole. Pour la

plupart, ce sont des partenaires techniques et financiers externes qui viennent subventionner l'agriculture sous plusieurs conditions de mise en œuvre des actions. Il n'est plus à démontrer qu'actuellement, le budget national alloué à l'agriculture est de moins de 2% du budget global du pays.

Il se constate aussi que dans la province du Kwilu en général et le territoire de Bulungu en particulier, une absence des banques à caractère agricole ; ce qui fait que le producteur est sensé travailler avec ses propres efforts, sans appuis techniques ni financier ; ce qui est à la base de la faible production.

Peu sont des organisations paysannes qui bénéficient d'une subvention qui réponde à leur besoin et demande. Ce résultats et observations confirment la troisième hypothèse émise dans le cadre de cette étude selon laquelle le gouvernement provincial du Kwilu n'accorderait pas des appuis substantiels pouvant booster les unions paysannes d'aller de l'avant.

3.3. Discussion des résultats

3.1. Par rapport aux défis rencontrés par les organisations paysannes

Les résultats de cette étude ont montré qu'il existe plusieurs contraintes qui entravent l'atteinte des objectifs et visions des organisations paysannes. Parmi ces contraintes, nous citons, entre autres, la faible adaptation à l'environnement de libéralisation, Faible niveau de contact et collaboration entre certaines unions paysannes et la faitière, faible niveau d'activités, non-respect des dispositions statutaires, mauvaise gestion administrative et financière, ressources humaines inadapté et parfois peu compétents, faible disponibilité des moyens d'évacuation des produits agricoles et mauvais état de routes de desserte agricole et faible cotisation des membres en interne. Pour Jan Aertsen (2011), le plus grand parmi les défis est certes le développement d'une vision partagée sur la transition indispensable de l'agriculture congolaise actuelle vers un secteur prospère, qui permet aux producteurs agricoles de mener une vie digne et qui offre des perspectives d'avenir aux jeunes ruraux, une vision qui formera la base d'actions communes concrètes et durables. Une vision développée par et avec les paysans et les paysannes, unis dans des organisations paysannes durables.

Cette étude révèle qu'actuellement en République Démocratique du Congo en général et dans la province du Kwilu en particulier, il existe des sérieux problèmes qu'entraînent les dérèglements climatiques dans la zone ; ce qui est à la base des fortes variabilités de la production agricole. Il existe aussi dans la zone d'étude plusieurs conflits fonciers, cela occasionne la faible disponibilité d'espaces cultivables.

3.2. Contribution des unions paysannes au développement agricole de la province du Kwilu

Les résultats de cette étude ont montré que les unions paysannes œuvrant dans le Territoire de Bulungu contribuent faiblement au développement agricole de la province du Kwilu, compte tenu des contraintes et difficultés auxquelles elles sont confrontées. Au regard des tableaux 6, 8, 9, 10 et 11 de cette investigation, il ressort que les unions ne sont pas totalement satisfaites de la production agricole de leurs membres.

La production agricole connaît une série de variabilité dans le sens de la diminution, entraînant ainsi la hausse de prix des denrées alimentaires en général sur le marché.

Certains responsables des unions visent actuellement plus leurs propres intérêts que ceux de la communauté. Pour Daouda Diagne, Denis Pesche, GAO (1995), dans presque tous les pays de l'Afrique sub-saharienne, les organisations paysannes et rurales sont à la fois le lieu d'expression des intérêts de paysans et un moyen d'atteindre les objectifs qu'ils se fixent.

Au-delà de leurs multiples finalités, les Organisations paysannes et rurales devraient s'orienter vers la construction d'un pouvoir paysan, certes multiforme, capable à la fois de peser sur la définition et la mise en œuvre des politiques concernant le monde rural ; et de préciser la place des agriculteurs dans des sociétés en construction. Si tous, depuis le paysan jusqu'à l'homme politique en passant par le chercheur, le technicien, le représentant d'un organisme de coopération, possèdent une vision de ce que sont les organisations paysannes et de ce qu'elles devraient être et proclament leur volonté de les accompagner, les choses iront au mieux et les organisations paysannes s'acquitteront de leurs obligations pour le grand bien de leurs membres et le progrès du secteur agricole. (Valantine ACHANCHO, 2012).

3.3. Implication du gouvernement dans le développement agricole de la province du Kwilu

La plupart des pays qui se développent actuellement dans le secteur agricole se contentent des appuis techniques et financiers de leurs gouvernements, d'une part et des financements externes canalisés, d'autre part.

Pour Marie-Rose Mercoiret et collab (1997), au moment où les Etats se désengagent de l'appui du secteur agricole, les espoirs se portent vers les producteurs organisés pour qu'ils assument des responsabilités croissantes, dans un contexte difficile de libéralisation des échanges et de concurrence exacerbée. En effet, l'essor du mouvement associatif paysan est concomitant à l'ajustement structurel et au désengagement de l'État, qui non seulement suspend ses opérations de développement, mais abandonne aussi les services sociaux de base. Cette investigation ressort de la lecture du tableau 7 que 75% des enquêtés estiment que le gouvernement congolais en général et celui de la province du Kwilu en particulier s'implique faiblement pour booster le développement agricole. Pour la plupart, ce sont des partenaires techniques et financiers externes qui viennent subventionner l'agriculture sous plusieurs conditions de mise en œuvre des actions.

4. Contribution du Chercheur

Cette partie du travail est consacrée à notre contribution par rapport au constat majeur fait lors du diagnostic réalisé au niveau des organisations paysannes réunies en unions paysannes du territoire de Bulungu. Elle nous donne l'occasion de classer les défis majeurs auxquels sont confrontées les organisations paysannes et proposer des pistes de solutions pouvant faciliter les interventions technico-politiques et économiques du gouvernement.

Les organisations paysannes dans le territoire de Bulungu sont confrontées à plusieurs défis administratifs, sécuritaires, logistiques, sociales et économiques qui entraînent un dysfonctionnement du maillon de la production agricole, considéré ici comme socle de la chaîne de valeurs des filières agricoles. Ces défis impactent grandement la production agricole et la situation de la sécurité alimentaire de la population de manière générale.

4.1. Contraintes majeures rencontrées par les organisations paysannes réunies en unions et solutions envisagées.

4.1.1. Contraintes d'ordre administratif et financier.

Contraintes	Causes principales
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Faible connaissance et non-respect des textes statutaires au niveau des unions et OP ; ◆ Mauvaise gouvernance des unions et OP par les responsables ; ◆ Faible adaptation à l'environnement de libéralisation ; 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Désengagement brusque de l'Etat sans préparation préalable des agriculteurs ; ◆ Sentiment d'abandon des paysans par l'Etat ; ◆ Mauvaise gestion et faillite de certaines organisations ; ◆ Multitude d'activités de diversification mal intégrées et en déphasage avec les initiatives des

<ul style="list-style-type: none"> ◆ Inactivité de certains postes des comités de gestions des unions et OP ; ◆ Faible suivi des activités ; ◆ Faible utilisation des outils administratifs et comptables ; ◆ Faible instruction de la part de certains membres des Comité de Gestion (Comités de Gestion) des unions et OP ; ◆ Faible contact entre les Unions/OP et la fédération provinciale/ FOPAKKM ; ◆ Faible niveau de collaboration entre les unions et les OP membres ; ◆ Faible transparence administratif et financière ; ◆ Ressources humaines inadaptées et parfois peu compétentes ; ◆ Familiarisation de la gestion quotidienne des organisations de la part des responsables. ◆ Mauvaise planification et faible suivi-évaluation des activités. ◆ Moyens de financement modiques ; 	<ul style="list-style-type: none"> membres à la base ; ◆ Manque de moyens financiers pour le préfinancement de l'achat des intrants ; ◆ Faible accès au financement/crédit agricole ; ◆ Manque de confiance des membres à cause de la mauvaise gestion (pas de transparence, Fichier des membres non actualisé, tenue des sessions d'assemblées générale hors délais et non-respect des dispositions de la loi de 1992 sur la tenue des sessions, non-respect de la durée des mandats des responsables, volonté de conserver le pouvoir, textes non appropriées par les membres, absence/non-respect de manuel de procédures administratives et financières) ; ◆ Faible appropriation de la structuration du mouvement paysan par les unions/OP ◆ L'insuffisance de moyen financier et le faible encadrement par la FOPAKKM ; ◆ Présence des dirigeants inconscients et malhonnêtes, ◆ Complaisance et manque de rigueur dans l'engagement du personnel ; ◆ Présence des responsables avides de pouvoir ; ◆ Absence de plan de formation pour le renforcement des capacités ◆ Insuffisance et/ou vétusté des équipements d'exploitation (matériels roulants, usines, etc.) ◆ Personnel vieillissant avec une capacité d'adaptation limitée ; ◆ Faible prise en charge du personnel
--	---

4.1.2. Contraintes d'ordre technique et logistique

Contraintes	Causes principales
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Manque/insuffisance des intrants/semences et outils agricoles de qualité ; ◆ Manque des d'infrastructures respectant les normes de travail, transport, stockages et conservation des produits des membres (Entrepôt, bureau...); ◆ Manque des moyens de déplacement et d'évacuation des produits agricoles des membres; 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Faible appui financier; ◆ Pas d'entretien/réhabilitation des routes ;

<ul style="list-style-type: none"> ♦ Mauvais état des routes de desserte agricoles ; ♦ Manque/insuffisance d'outils de travail adaptés au niveau de certaines unions et OP; ♦ Faible accès aux terres cultivables. 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Manque d'intrants. ♦ Conflits fonciers
---	---

4.1.3. Contraintes d'ordre économique et social

Contraintes	Causes principales
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Manque/faible financement agricole ; ♦ Manque des banques/IMF à caractère agricole ; ♦ Faible cotisation des membres en interne ; ♦ Faible niveau de mise en œuvre des activités génératrices de revenu ; ♦ Faible niveau d'autonomisation ; ♦ Faible implication des jeunes, des femmes et des personnes marginalisées aux organes de gestion et de prise de décision. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible implication de l'Etat ; ♦ Insolvabilité des membres et perte de l'esprit coopératif ; ♦ Manque de transparence de la part des responsables ♦ démotivation de certains membres à cause du manque de traçabilité financière ; ♦ Réticence de certaines veilles personnes aux organes décisionnels, ♦ Démotivation des jeunes ; ♦ Application de certaines us et coutumes (surtout pour les femmes) ; ♦ Faible estime de soi.

4.1.4. Contraintes d'ordre politique et sécuritaire

Contraintes	Causes principales
<ul style="list-style-type: none"> ♦ Faible implication du gouvernement pour booster le développement agricole ; ♦ Faible subvention agricole de la part du gouvernement central ; ♦ Multiplicité des taxes agricoles et barrières lors de l'évacuation des produits par les membres ; ♦ Tracasseries administratives et policières ; ♦ Multitude des us et coutumes rétrogrades entravant ainsi le développement de l'agriculture ; ♦ Conflits fonciers ♦ Créations des unions et OP occasionnelles/circonstanciennes par certains projets et hommes politiques influents. 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Faible suivi des agents taxateurs ; ♦ Non prise en compte de la nomenclature des taxes provinciales ; ♦ Faible mesures de sécurité agricoles et manque de sanctions aux récalcitrants ; ♦ Faible climat collaboration entre les organisations paysannes et les autorités locales ; ♦ Intérêts financiers et économiques de certains politiciens et hauts cadres des projets ; ♦ Soumission aux pratiques / exigences coutumières ; ♦ Indisponibilité des terres agricoles ; ♦ Applicabilité de la réglementation complaisante

4.2. Solutions envisagées pour remédier aux défis majeurs auxquels font face les Organisations paysannes du territoire de Bulungu

4.2.1. Solutions liées aux contraintes administratives

Solutions envisagées	Acteurs clés de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser des séances d'amendement ou de mise en place des textes de base au niveau des unions et des OP (Statuts, Règlements Intérieurs, manuel des procédures administratives et financières, ...); ▪ Sensibiliser/vulgariser les textes de base auprès des groupes cibles (Unions, OP, ménages) en vue d'une bonne appropriation; ▪ Accompagner les Unions et les OP dans le processus d'obtention de la personnalité juridique tout en sachant que le F92 n'est qu'un document provisoire. ▪ Accompagner l'organisation des rencontres statutaires (Assemblées générales ordinaires, extraordinaires et électives, réunions du COGEST, COCO, ...); ▪ Organiser la structuration et le renforcement organisationnel des unions et des OP; ▪ Organiser des séances de formations, sensibilisations et vulgarisations sur la gestion administrative et financière, la gouvernance participative, la vie associative, l'utilisation des outils administratifs et comptables, l'entrepreneuriat, l'agriculture durable, l'agro-écologie, la résilience, les Itinéraires Techniques agricoles, le genre et inclusivité et sur d'autres thématiques jugées utiles pour booster le développement agricole; ▪ Mettre en place et vulgariser les outils de suivi-évaluation des activités des unions et OP; ▪ Renforcer la collaboration entre les unions, les OP et la fédération provinciale/FOPAKKM; ▪ Organiser des formations de renforcement des capacités des membres des comités de gestion des unions et OP et clarifier les rôles de chacun; ▪ Organiser des autodiagnostic et autoévaluations au niveau des unions et OP; ▪ Encourager les membres des Comités de gestion par des petites motivations. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ FOPAKKM ▪ PTF ▪ ONGD ▪ Unions ▪ OP ▪ MA

4.2.2. Solutions liées aux contraintes techniques et logistiques

Solutions envisagées	Acteurs clés de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Subventionner les organisations paysannes en intrants/semences et outils agricoles de qualité en vue de faciliter leur travail et favoriser la production agricole; ▪ Construire/entretenir au niveau des unions les infrastructures respectant les normes de stockages et conservation des produits des membres (entrepôts, bureaux, etc.) en encourageant la vente groupée; ▪ Faciliter la disponibilité des moyens d'évacuation des produits des membres; ▪ Construire/entretenir les routes de desserte agricole pour faciliter l'évacuation des produits agricoles des membres; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'Etat ▪ FOPAKKM ▪ Autorités locales (Chefs de terres, groupement, localité...); ▪ Unions, ▪ OP ▪ MA

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accompagner les organisations paysannes à l'obtention des outils de travail adéquats et adaptés ; ▪ Organiser des séances de plaidoyers et lobbying auprès des autorités pour l'obtention des Concessions Forestières des Communautés Locales (CFCL) en faveurs des membres. ▪ Faciliter/encourager la modernisation de l'agriculture en utilisant des moyens de production plus efficaces (tracteur, semoir, égrainaise, etc.) ; 	
---	--

4.2.3. Solutions liées aux contraintes économiques et sociales

Solutions envisagées	Acteurs clés de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Financer les secteurs agricoles par le biais des organisations paysannes afin de booster la production agricole ; ▪ Chercher les partenariats internes et externes en vue d'appuyer financièrement et techniquement l'agriculture ; ▪ Mettre en place des banques/institutions financières à caractère agricole ; ▪ Eveiller la conscience des membres par des sensibilisations sur leurs participations sans lesquelles les unions, OP ne peuvent exister (cotisation et souscription des membres en interne) ; ▪ Mettre en place des activités génératrices de revenu au niveau local pour assurer l'auto-prise en charge; ▪ Organiser des sensibilisations et formation de renforcement des capacités pour stimuler l'implication des jeunes, des femmes et des personnes marginalisées et leur participation aux organes de gestion et de prise de décision ; ▪ Combattre la discrimination dans les postes de responsabilité, tenir compte du genre et inclusivité ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'Etat ▪ FOPAKKM ▪ OP ▪ MA

4.2.4. Solutions liées aux contraintes politiques et sécuritaires

Solutions envisagées	Acteurs clés de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prise en compte du secteur agricole par l'augmentation du budget alloué à l'agriculture afin de favoriser le développement agricole ; ▪ Mettre en place un cadre de suivi efficace sur le perception des taxes agricoles et barrières lors de l'évacuation des produits par les membres ; ▪ Réduire les tracasseries administratives et policières ; ▪ Alléger certains us et coutumes rétrogrades qui freinent le développement de l'agriculture ; ▪ Organiser des négociations internes pour éviter les conflits fonciers ; ▪ Orienter les projets et programmes de développement vers la vraie cible tout en s'appuyant sur la fédération provinciale FOPAKKM, afin d'éviter la créations des unions et OP occasionnelles/circonstanciennes par certains projets et hommes politiques influents de la zone d'intervention. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'Etat ▪ Autorités locales et coutumières ▪ FOPAKKM ▪ OP ▪ MA

Conclusion

Dans cette étude, il a été question de nous rendre compte de la contribution des unions paysannes du territoire du Bulungu dans le développement agricole de la province du Kwilu. Après collecte des données sur terrain, analyses et discussions, les résultats auxquels nous avons abouti, nous permettent de confirmer nos hypothèses par le fait que premièrement les unions paysannes rencontrent effectivement beaucoup de défis qui se trouvent au niveau tant interne, externe que naturel notamment la faible participation des membres à la survie de leurs structures, la mauvaise gestion administrative et financière, faible niveau d'adaptation à l'environnement ; les conflits fonciers, financement local inexistant, l'influence des hommes politiques avides de pouvoir, l'esprit d'attentisme, les changements climatiques, etc.

Quant à la deuxième hypothèse, les unions paysannes contribuent réellement au développement agricole de la province du Kwilu mais faiblement par le fait qu'au regard des résultats auxquels nous avons abouti, il ressort que les unions paysannes ne sont pas totalement satisfaites de la production agricole de leurs membres tenant compte de nombreuses difficultés auxquelles elles sont butées ; il a été relevé également une série de variabilité dans le sens de diminution, ce qui a fait qu'un moment il y a eu carence de maïs en 2022 sur le marché local ; ce qui a entraîné son importation de Kinshasa, voir au marché de Kikwit..

Pour la troisième hypothèse, les résultats de nos enquêtes ont prouvé que 75% des enquêtés ont estimé que le gouvernement congolais en général et celui de la province du Kwilu en particulier s'implique faiblement pour booster le développement agricole. Pour la plupart, ce sont des partenaires techniques et financiers externes qui viennent subventionner l'agriculture sous plusieurs conditions de mise en œuvre des actions. Il n'est plus à démontrer qu'actuellement, le budget national alloué à l'agriculture est de moins de 2% du budget global du pays.

Somme toute, nous nous réjouissons des résultats de notre étude, néanmoins nous ne pouvons nullement nous prévaloir avoir donné des éléments plus exhaustif de la thématique abordée, les recherches futures pourraient les approfondir en vue du progrès de la science.

L'homme est imparfait de sa nature, nous prions à nos lecteurs de ne pas nous tenir rigueur des lacunes qu'ils pourraient éventuellement constatées car tout travail fait par l'homme est empreint d'imperfections.

Références bibliographiques

[1] Minengu J. (2017.) : Guide de recherche en sciences agronomiques, 1^{ère} édition, Kinshasa

N'teba, M.A (2010). La mission de la compagnie de Jésus au Kwilu.
Contribution à la transformation d'une région congolaise (1901-1954. Roma :
Pontifica Universitia Gregoriana

[2] Annick Judicaëlle Imbou-Ngalamou (2015).Les organisations paysannes en République du Congo : émergence et signification des dynamiques organisationnelles dans le secteur agricole en zones péri-urbaines rurales. Economies et Finances. Université Toulouse le Mirail – Toulouse II, France.pdf

[3] Daouda DIAGNE et al. (1995), Les organisations paysannes et rurales des acteurs du développement en Afrique sub-saharienne, Réseau GAO, France, 82 p. pdf.

[4] Jan Aertsen(2011). Préface par Vredesceilanden, ALLIANCE AGRICONGO. 146 p. pdf.

Marie-Rose Mercoiret et collab.(1997). Etats désengagés, paysans.
Perspectives et nouveaux rôles des organisations paysannes en Afrique et en
Amérique Latine, agritop.cirad.fr

[5] Valantine Achancho (2012). Le rôle des Organisations paysannes dans la
professionnalisation de l'agriculture en afrique subsaharienne : le cas du
Cameroun.en fr.